



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 8 octobre 2021

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

**Le numérique au service de l'innovation pédagogique
et de l'égalité des chances**

**Université de Poitiers
Chasseneuil-du-Poitou**

Vendredi 8 octobre 2021

Seul le prononcé fait foi

Je commence par dire à l'attention de toutes celles et ceux qui m'ont suivi depuis mon arrivée : quelle matinée enthousiasmante ! Vous le savez Mesdames et Messieurs, je suis ce matin dans ce beau département de la Vienne dont je salue d'abord les élus, les parlementaires, le président du Conseil départemental, le représentant la région, et évidemment, les maires, madame le maire de Poitiers et tous les autres élus ici présents, Madame la présidente de l'Université qui nous accueillait ici dans vos beaux locaux ce matin.

Je suis venue avec le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et la ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, vous parler de numérique et d'enseignement, c'est-à-dire un sujet qui est au cœur des enjeux de l'avenir. Où pouvais-je le faire, Messieurs et Mesdames les parlementaires, mieux qu'ici à Poitiers, mieux qu'ici dans la Vienne, capitale érigée en capitale de l'Éducation nationale, forcément lieu d'accueil des grands acteurs de notre pays en matière d'éducation et notamment numérique. Le réseau CANOPE, l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation

y ont leur siège, de même que des laboratoires de recherche dans ce secteur. Évidemment, on pense ici à l'avenir, on pense aussi à l'histoire, aux grands anciens. Si je devais citer un seul nom, sans doute, René MONORY se détacherait pour l'héritage qu'il a laissé à ce territoire et la marque, l'inclinaison vers ces stratégies qui, à l'époque était sans doute très à l'avant-garde et qui ont peut-être pu générer en amont, je l'imagine, une forme scepticisme.

La question n'est pas de savoir si l'on est-ce est pour ou contre le numérique, évidemment. Pour cela l'affaire est réglée et entendue. Mais le numérique comment ? Nous traversons – je ne me permets pas de dire que nous avons traversé – une crise sanitaire très forte. Je répète inlassablement la vigilance qui doit être la nôtre. Je suis ici dans une université, je sais les difficultés que cette crise a occasionné à l'enseignement supérieur, aux étudiantes et aux étudiants, il y en a ici beaucoup. J'ai eu avec Frédéric VIDAL de nombreuses rencontres avec les représentants de l'ensemble de l'enseignement supérieur pour essayer de prendre les décisions les plus adaptées possibles. C'était ma responsabilité de les prendre. Nous avons réussi, cher Jean-Michel BLANQUER, à faire en sorte que les écoles élémentaires, collèges et lycées ferment le moins possible. L'OCDE a dit récemment que dans le monde, ce sont les enfants français qui avaient pu bénéficier le plus en présentiel du service public de l'Éducation nationale. C'est sans doute l'un des records dont nous serons les plus fiers quand le bilan viendra, mais il est trop tôt, évidemment, pour le dresser.

Nous n'avons pas pu, Madame la présidente, étendre cette ambition jusqu'à l'enseignement supérieur. Et donc, je mesure toutes les conséquences que cela a pu générer. Évidemment, nous nous sommes aperçus à cette occasion – aperçu si j'ose dire – que le numérique pouvait être d'un grand secours. On a vu d'ailleurs aussi, je le dis pour commencer, les difficultés rencontrées. Les crises mettent ainsi la lumière de façon parfois crue, à la fois sur nos atouts et sur nos défaillances. Il y a eu, je le dis et je l'assume, un certain nombre de dysfonctionnements dans nos systèmes lorsque nous avons été contraints de passer au distanciel. Il ne faut pas les exagérer, mais il ne faut pas non plus le nier. On a bien vu que ni l'école avec un grand « E », ni les universités n'étaient suffisamment équipées, préparées, pour faire face à un basculement complet, parfois brutal compte tenu des conditions sanitaires dans l'enseignement à distance.

Je me souviens, nous nous souvenons tous des dysfonctionnements qui ont pu être observés lors de la rentrée du 6 avril dernier sur les sites du CNED et sur ce qu'on appelle les environnements numériques de travail, les fameux ENT. Je voulais d'abord vous dire que nous avons pris avec le ministre de l'Éducation nationale, avec la ministre de l'Enseignement supérieur, le problème à bras le corps. Pas question de mettre la poussière sous le tapis. Pas question non plus d'oublier tout ce qui a bien marché. Il y avait eu beaucoup de choses, mais effectivement, il y a eu, comme on dit pudiquement, des dysfonctionnements qui ont d'ailleurs révélé aussi des disparités, qu'elles soient géographiques ou sociales aussi. Elles ont rappelé qu'évidemment, à la maison, tout le monde

n'est pas équipé de la même manière et nous avons donc souhaité en tirer toutes les conséquences. Je le redis, cela ne doit pas faire oublier tout ce qui a bien marché dans cette période. Aussi je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer une nouvelle fois ma reconnaissance et ma gratitude à tous les personnels de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, où qu'ils soient, qui ont été sur le pont pendant cette crise longue, durable et difficile. Grace à eux, la France a tenu. Le service public a tenu. L'Etat et les collectivités ont été là. Cela a été dur, cela a été rude. Nous devons d'ailleurs rester vigilants. Mais nous avons au service du pays, au service de nos concitoyens, au service de vos étudiants répondu présents et essayé de tout mettre en œuvre pour faire face.

Comme je le dis souvent, Mesdames et Messieurs, faire face à une crise est évidemment essentiel, c'est ce qui est attendu de nous et de celles et ceux qui ont la responsabilité de diriger le pays en premier lieu. Mais je crois que notre plus grande force tient également de notre capacité à tirer les conséquences de fond que cette crise a mis en lumière. C'est cela finalement qui va nous permettre de passer de la gestion immédiate à la projection vers l'avenir. C'est cela, qui peut-être pourra faire même de cette crise une opportunité et pas simplement un dommage.

Nous l'avons fait sur le champ économique, en évitant que l'économie ne s'effondre, par tous les dispositifs possibles, et on est en train de la relancer. Nous avons ainsi le taux de croissance le plus élevé d'Europe, et nous sommes déjà redevenus au taux de chômage d'avant crise, quasiment 18 mois avant ce que tous les meilleurs experts prévoyaient. Mais nous le faisons dans une logique de transformation. Et le numérique dont je suis venu vous parler ce matin suit évidemment une de ces logiques, un de ces axes fondamentaux.

Pour revenir à la crise elle-même, nous avons dès le Plan de relance, en juillet 2020, débloqué, je le rappelle, chère Frédérique, 35 millions d'euros pour permettre dans les établissements d'enseignement supérieur de travailler à des enseignements en mode hybride. Là encore, j'ai demandé il y a plusieurs mois à des organismes experts au sein de l'État de préparer un retour d'expérience de manière à bien identifier toutes les faiblesses que nous avons rencontrées et afin surtout de proposer des solutions. C'est ce que nous sommes en train de faire avec les ministres et sous leur autorité. Les dysfonctionnements qu'il y a eu, qui sont évidemment regrettables : nous en avons analysé l'origine, disséqué les causes, et nous sommes en train de mettre en œuvre les moyens pour y remédier, avec, je le dis en particulier parce que c'est un sujet dont on parle de manière simplement épisodique mais qui est au cœur de nos enjeux numériques, une attention particulière à la cybersécurité.

Une société numérique a beaucoup d'atouts, elle a aussi ses failles ou ses faiblesses qu'il nous faut absolument domestiquer. Et les attaques au titre de la cybersécurité – on l'a vu un peu dans le monde de l'enseignement supérieur,

dans le monde hospitalier, dans le monde du service public – sont autant de menaces face auxquels nous devons absolument nous prémunir pour l’avenir.

L’avenir justement, c’est d’avoir, au-delà de la réparation des dysfonctionnements, une stratégie globale, une stratégie globale permettant de prendre un véritable virage numérique, virage numérique pour s'emparer de toutes ces opportunités qui sont devant nous. Il faut avoir une vision globale du sujet. Ce n'est pas simplement un problème d'équipements, on le voit bien, c'est aussi un problème d'infrastructures. C'est aussi un problème de formation, d'éducation, c'est un problème de maîtrise des usages. Le numérique n'est pas une finalité en soi. C'est un outil, une technologie qui se développe partout, qui est au cœur du renforcement des économies, de l'économie nouvelle. Il n'est pas question de passer à côté. Donc nous devons développer des pratiques pédagogiques renforcées grâce au numérique. La finalité reste toujours et plus que jamais l'éducation, la pédagogie, l'enfant ou l'étudiant. Le numérique, j'insiste auprès de tous, est un outil et doit rester un outil, un merveilleux outil, au potentiel exceptionnel, comme on l’a vu ce matin en visitant ce tiers-lieu avec toutes ces startups, avec toutes ces évolutions technologiques extrêmement porteuses d’espérance. Mais cela reste un outil. Et le rôle de la politique, du Politique, c'est d'en assurer le développement maîtrisé.

Le numérique ne doit pas nous guider, nous devons essayer de guider les usages du numérique au service d'un projet de société. Je remercie tous les acteurs parce qu'on ne peut faire ça que de façon collaborative, de façon partagée. C'est un enjeu de société. On a vu dans les ateliers ce matin comment peut se construire un écosystème entre l'État, ses opérateurs, les collectivités territoriales, les EdTech et évidemment, tout l'apport de la recherche académique. Il faut que l'université française et le monde de l'enseignement supérieur de la recherche s'emparent de ces sujets. Ils le font de manière exemplaire. Nous avons donc une stratégie pour accompagner, une stratégie numérique en général : mais une stratégie numérique éducative.

Nous avons décidé d'en faire l'un des axes forts du PIA 4, le plan d'investissement pour l'avenir quatrième génération. Je salue M. Guillaume BOUDY, le secrétaire général, et à travers lui, ses équipes. C'est d'abord, bien sûr, pour ne citer que quelques exemples de ce plan, un programme de recherche confié à l'Université d'Aix-Marseille, à l'Inria et au CNRS. Il s’agit tout de même 77 millions d'euros que nous avons engagés, notamment pour concevoir des solutions numériques interdisciplinaires avec des entreprises de la high tech pour développer de nouveaux environnements de formation et de travail numérique. L'idée est aussi de personnaliser au maximum la formation. C'est en effet l'objectif de toute l'équipe éducative que d'adapter depuis la nuit des temps sa formation à la réalité de l'élève, de l'étudiant. Voilà comment, au service de l'enseignant, de la personne physique humaine, l'outil numérique va nous permettre de franchir un cap supplémentaire. On attend évidemment beaucoup de ces travaux et de leurs premiers résultats.

Ce que nous avons vu ce matin à travers la présentation du programme « Territoires Numériques Educatifs » est porteur de progrès, d'avancées et de choses extrêmement concrètes pour réduire cette fracture numérique et accroître la continuité pédagogique. Ces accélérateurs ont été expérimentés dans deux départements : la formule est prometteuse. Nous allons donc l'étendre à 10 départements qui vont représenter quand même un 1 300 000 élèves supplémentaires. Nous allons à ce titre équiper les écoles en matériel numérique, ce n'est pas tout à fait nouveau. Mais là, et c'est l'illustration de l'approche intégrée globale que je citais tout à l'heure, nous allons également former. En effet, un matériel sans la formation des professeurs et des parents d'élèves n'est rien.

Le numérique, je le disais, c'est un outil. On peut parfaitement assumer qu'on veut en développer les usages au service du projet pédagogique et des enfants, et parallèlement, limiter l'addiction, j'emploie ce terme à dessein, en particulier des jeunes générations, mais pas que, à des usages privatifs ou désordonnés de ces outils. Je pense que ces deux objectifs sont non seulement conciliables, mais que le déploiement de l'un permettra ou aidera à mieux maîtriser l'autre. D'où les formations. On en a vu des exemples ce matin à CANOPE de l'implication des parents à cette transformation numérique en lien avec l'ensemble des partenaires.

Deux départements, je l'ai dit, ont joué le rôle de pilote depuis septembre 2020, donc depuis la précédente rentrée scolaire : l'Aisne et le Val d'Oise. Je vous annonce ce matin que nous allons poursuivre le déploiement compte tenu de l'expérimentation positive que nous avons conduite dans 10 nouveaux départements que nous avons choisis à la fois parce que certains sont très urbanisés, d'autres sont ruraux, avec des catégories d'enfants et de population en difficulté. Et donc, ces départements, sur proposition évidemment du ministère de l'Education nationale, sont les Bouches-du-Rhône, le Cher, la Corse du Sud, le Doux, le Finistère, la Guadeloupe, l'Hérault, l'Isère, les Vosges et bien sûr, la Vienne, monsieur le Président. Personne n'aurait en effet compris que vous ne soyez pas à l'avant-pointe d'un tel mouvement.

Nous avons vu tout à l'heure des ateliers avec des enfants qui sont dans des établissements scolarisés dans des établissements Rep, Rep+. C'est dans ces mêmes établissements que des doublons des classes. Cela va être un progrès majeur et dont on verra les effets à long terme. Mais c'est une politique à la fois inédite et évidemment, de notre point de vue, indispensable. Et l'outil numérique, j'insiste, va être un atout de plus dans cette palette, dans cette vision globale et cohérente.

À l'autre bout, si je puis dire, de la chaîne, dans l'enseignement supérieur, la même démarche est engagée. L'expérimentation va concerner 400 000 étudiants et étudiantes d'établissements de métropole, et là aussi, d'Outre-mer. Nous appelons cela les Démonstrateurs numériques dans l'enseignement

supérieur (DemoES). Cela veut dire que dans chacun de ces établissements, il va s'agir de transformer les cursus, d'équiper des salles et des amphis, de former, là encore, des professeurs. Je rappelle que c'est une enveloppe de 110 millions d'euros qui va être affectée à tous ces projets.

Là aussi, nous avons lancé un appel à candidatures et je suis sensible, et je vous annonce ce matin les lauréats de cet appel à candidature. Il y a l'université de Rennes 1, celle d'Amiens, l'Université de Haute-Alsace, celle de Cergy, l'Ensam, celle de Paris, Sciences et Lettres, Orléans, Mayotte, l'Université de Lorraine, Rases, Agro Sup, Dijon, l'Insa, bien connue de vous, l'Université polytechnique des Hauts-de-France, l'Université de La Rochelle, l'Université de Nîmes et, bien entendu, l'Université de Poitiers.

Je voudrais insister devant vous sur le fait que les enjeux sont pédagogiques, mais ils sont également, et évidemment aussi industriels. Et notre objectif dans tout ça, c'est aussi, vous le savez, et c'est l'un des objectifs du plan de relance, c'est de favoriser l'innovation, la réindustrialisation de notre pays.

Les phénomènes de numérisation sont évidemment des phénomènes mondiaux. Il faut que la France, par son savoir-faire, par sa créativité, par le talent et le génie de nos startups, de nos ingénieurs, de nos créateurs, soit au rendez-vous de cette mutation profonde de notre économie. Et vous le savez, c'est l'objet du PIA 4. Par ailleurs, c'est l'objet du Plan de relance. Cela va être prolongé parce que le plan de relance, c'est un effet massif sur 2 ans au moment où l'économie menaçait de s'effondrer sous l'effet de la crise sanitaire. Mais vous le savez, nous allons prolonger cet effort et le Président de la République aura très prochainement l'occasion de présenter le Plan d'investissements 2030 dans lequel évidemment, le numérique dont nous parlons ce matin, et en particulier le numérique éducatif aura la place qui lui revient.

Les entreprises de la EdTech sont parmi les plus dynamiques d'Europe aujourd'hui. C'est quand même de l'ordre de 450 entreprises, de l'ordre de 7 000 emplois directs. Il faut qu'il y en ait encore beaucoup plus. Je le dis, c'est une priorité et nous allons évidemment par le Plan de relance, les encourager avec le travail de BPI France dont je veux également saluer le rôle.

Je voudrais bien le redire devant vous à la suite des ministres : le caractère très offensif des politiques publiques que nous devons conduire au service du développement du numérique ne saurait être substitutif du rôle des femmes et des hommes dans l'accompagnement, dans l'enseignement et dans la pédagogie de nos enfants. Je l'ai dit au début de mon propos. J'insiste à nouveau, c'est le levier de la création de nouvelles communautés apprenantes. Il transforme sûrement les usages, la relation des apprenants avec les professeurs, des professeurs entre eux. Il la transforme, mais en aucun cas il ne s'y substitue. Le président du Conseil départemental, tout à l'heure, me rappelait à bon escient, les accompagnateurs de cette transition numérique

que l'Etat à vos côtés déploient partout sur les territoires. Il y a là un enjeu majeur qui dépasse très largement celui de l'éducation. En fait, c'est un enjeu classique. Nous sommes à une nouvelle phase de la transformation de notre économie. Il faut aussi que ce soit cela, notre façon de faire.

On peut dire exactement la même chose de la transformation écologique : il faut accompagner. Il n'est pas question de discuter la validité des objectifs. Il y a même urgence. La question, c'est est-ce qu'on le fait de manière dogmatique, brutale ? Ou est-ce qu'on le fait de façon accompagnée, de façon pragmatique, j'allais dire de façon humaine ? C'est résolument la voie que nous avons choisie. C'est un peu celle du sérieux parce qu'il nous semble que, en réalité, c'est la seule voie possible.

Nous sommes très clairs sur la nécessité des objectifs. Ces transitions, elles sont devant nous. Il n'est pas question de les éluder. Il n'est pas question de regarder en arrière. Il n'est pas question de nous replier sur nous-mêmes. Ça c'est le pire des services que nous pourrions rendre à notre pays. Mais il n'est pas non plus question d'y aller à marche forcée, de sorte que l'acceptabilité de nos concitoyens s'en trouverait compromise et que, finalement, ils en arriveraient à nier la nécessité de l'objectif. C'est ça qui est devant nous, comme dans toute transition, il faut accompagner. Il faut que nous soyons aux côtés des Françaises et des Français. On le fait. Il faut changer vos modes de consommation énergétique ? On va vous aider a fortiori si vous n'avez pas les moyens.

C'est pareil pour le numérique. On ne va pas dire : « tout le monde passe au numérique, on ne s'occupe pas de savoir si on forme les gens, si les gens ont la possibilité d'acheter des outils. Nous devons faire ça avec détermination, en partenariat, associer le plus de monde avec calme et sérieux et investir. Nous devons avoir une politique globale et cohérente qui repose sur l'adhésion de nos concitoyens, sur la créativité, sur l'innovation, sur l'imagination et sur la transformation de notre pays. C'est ça les enjeux, Mesdames et Messieurs qui sont devant nous. Nous en illustrons ce matin un pan très important.

Qu'est-ce que cette crise a révélé et êtes-vous en mesure de proposer aux Français que les conséquences structurelles en soient tirées le plus vite possible ? Nous n'avons par exemple pas eu les résultats espérés dans la course au vaccin. Alors on peut en parler pendant des heures et se lamenter. On peut s'autoflageller. Le désarmement de nos forces de recherche et d'innovation en santé et remonte à loin. Mais l'enjeu est de prendre les bonnes décisions. En l'espèce elles ont été annoncées début juillet par le président de la République pour nous donner les capacités que cela ne se reproduise pas. C'est cela qui est attendu de nous.

Quand je suis allé dans l'Isère, il y a quelques semaines, dans cette usine qui avait, il y a quelques années, délocalisé la fabrication du paracétamol en Asie du Sud-Est et que nous sommes allés voir le site où la nouvelle usine qui va le

refabriquer et en quantité encore plus importante, c'est ça qu'il faut faire. Tout simplement. Il faut le faire avec l'ensemble des acteurs. Je suis très fier de mon pays, je le dis. Je suis fier de mon pays et je sais bien qu'il y a toujours des protestations. Nous sommes une grande démocratie. Nous sommes une grande démocratie qui entend le rester, mais je n'oublie pas tout ceux qui s'engagent, ceux qui créent.

Regardez les appels à projets du Plan de relance. J'ai donné aujourd'hui quelques lauréats dans certains secteurs. La vérité m'oblige à vous dire qu'il y a beaucoup plus, hélas, d'appelés que d'élus, de candidats que de retenus. D'ailleurs, je suis obligé de réabonder, comme on dit, des enveloppes en redéployant le Plan de relance. Mais c'est un excellent signe de la vitalité d'un pays. C'est un excellent signe de l'état d'esprit de nos concitoyennes et de nos concitoyens. C'est cela qu'il faut voir. Nous sommes ici pour recréer de la confiance, pour faire lien. Et le dire ici dans un établissement d'enseignement supérieur, quel meilleur symbole ?

Je vous remercie.